



**Assemblée générale Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

A/44/953

S/21342

4 juin 1990

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Quarante-quatrième session  
Point 47 de l'ordre du jour  
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE  
Quarante-cinquième année

Lettre datée du 1er juin 1990, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

J'ai l'honneur de me référer à l'intervention faite par ma délégation lors du débat que le Deuxième Comité (social) du Conseil économique et social a tenu, le 17 mai 1990, sur le point 3 de l'ordre du jour (Questions relatives aux droits de l'homme). Dans cette intervention, ma délégation s'est référée à la déclaration faite par le représentant des Chypriotes grecs et a dit que le représentant de la République turque de Chypre-Nord souhaiterait peut-être y répondre.

J'ai maintenant reçu en effet une réponse de S. E. M. Ozer Koray, représentant de la République turque de Chypre-Nord (voir annexe) et je vous serais reconnaissant de bien vouloir la faire distribuer comme document de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, au titre du point 47 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Mustafa AKSIN

ANNEXE

Lettre datée du 1er juin 1990, adressée au Secrétaire  
général par M. Ozer Koray

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de répondre à une déclaration faite par le représentant chypriote grec au Deuxième Comité (social) du Conseil économique et social, au titre du point 3 de l'ordre du jour, afin de rétablir les faits.

Lors des débats du Comité, comme cela se passe d'ailleurs dans toutes les autres instances internationales où la République turque de Chypre-Nord n'est pas représentée, la partie chypriote grecque, prétendant parler au nom d'un "Gouvernement chypriote" disparu depuis longtemps, a de nouveau lancé des accusations sans fondement et déformé les faits à propos de la situation des droits de l'homme à Chypre. Or, cette falsification des faits de la part du représentant chypriote grec et les accusations sans fondement qu'il a lancées contre la partie chypriote turque ne sauraient dissimuler le passé criminel de l'Administration chypriote grecque entre 1963 et 1974. Aucun propos vertueux ne saurait exonérer les dirigeants chypriotes grecs de la grave responsabilité qui leur incombe pour avoir massacré des centaines de Chypriotes turcs sans défense, chassé des milliers de personnes de leurs foyers et détruit l'Etat bicommunautaire par la force des armes au nom de l'Enosis (union de Chypre avec la Grèce).

En décembre 1963, les Chypriotes grecs ont mobilisé leurs forces pour exécuter un plan insidieux, connu sous le nom de "plan Akritas", qui visait à exterminer la totalité de la population chypriote turque de l'île. Les Chypriotes turcs ont été traqués dans leur propre pays, kidnappés sur les routes et jusque dans les lits d'hôpitaux, pour disparaître à jamais. Des villages chypriotes turcs ont été attaqués et brûlés; dans certains, tous les habitants ont été massacrés et enfouis au bulldozer dans des fosses communes. Les Chypriotes turcs ont été ainsi refoulés dans des enclaves où il leur a fallu vivre dans un "état de siège", comme le Secrétaire général de l'époque l'a dit dans le rapport (S/5950) qu'il a soumis au Conseil de sécurité le 10 septembre 1964. Entre 1963 et 1974, la partie chypriote grecque, appliquant impitoyablement son plan d'unification avec la Grèce, a violé tous les droits de l'homme de la population chypriote turque.

L'histoire de Chypre regorge d'exemples de crimes et d'atrocités commis par l'Administration chypriote grecque entre 1963 et 1974. Les abominables souffrances infligées aux Chypriotes turcs sont bien documentées dans les rapports des différents secrétaires généraux de l'époque et n'ont pas besoin d'être décrites de nouveau ici.

L'oppression et la discrimination à l'égard des Chypriotes turcs se sont poursuivies jusqu'en juillet 1974, lorsque les Chypriotes grecs, en collaboration avec le Gouvernement grec, ont organisé un coup d'état à Chypre afin d'institutionnaliser le rattachement de l'île à la Grèce. Des milliers de Chypriotes, grecs et turcs, sont morts pendant les troubles qui ont suivi. Le danger imminent auquel étaient confrontés les Chypriotes turcs devenant intolérable, le Gouvernement turc a été obligé d'intervenir à Chypre pour protéger

la vie des Chypriotes turcs. Cette intervention militaire a été exécutée conformément à l'article 4 du Traité de garantie de 1960. Vouloir qualifier d'"invasion" ou d'"occupation" cette intervention justifiée, comme le fait le représentant chypriote grec, ne correspond en rien à la réalité.

L'intervention turque à Chypre a sauvé les Chypriotes turcs de l'anéantissement, mis fin à une dizaine d'années de violations systématiques des droits de l'homme par les Chypriotes grecs, et éliminé une source extrêmement grave de tension et d'instabilité dans l'est de la Méditerranée. Elle a aussi préservé l'indépendance de Chypre, en empêchant que l'île ne soit annexée par la Grèce. Ce n'était pas une "invasion", mais une opération de paix, qui a permis aux Chypriotes turcs de vivre dans la sécurité et a apporté à l'île paix et tranquillité. Elle a eu aussi un autre résultat : le rétablissement de la démocratie en Grèce.

Après que les deux parties eurent conclu un accord à Vienne, le 2 août 1975, en vue de procéder à un échange de populations sur une base volontaire, les Chypriotes turcs sont allés dans le nord de l'île, pour des raisons de sécurité, et les Chypriotes grecs dans le sud. Cet accord a été appliqué sous les auspices et la supervision de l'ONU. Le transfert s'est fait sur une base volontaire. Il n'y a pas eu de déplacement forcé des populations, comme le prétend la partie chypriote grecque. De ce fait, la question des "réfugiés", évoquée par le représentant chypriote grec, n'existe pas; les Chypriotes grecs s'en servent pour tromper ceux qui connaissent mal l'histoire récente de Chypre.

A cet égard, je voudrais aussi préciser que les Chypriotes grecs qui ont choisi de rester dans le territoire de la République turque de Chypre-Nord après 1974 bénéficient de toutes les libertés et de tous les droits de l'homme et qu'ils peuvent se rendre librement dans le sud ou partout ailleurs. Contrairement à ce que prétend le représentant chypriote grec, nous n'avons pas de "personnes enclavées" en République turque de Chypre-Nord. Les rapports périodiques du Secrétaire général montrent que tout Chypriote grec qui se rend dans le sud le fait de son propre gré. Il ressort des rapports de l'ONU, ainsi que d'autres sources, que les Chypriotes grecs vivant en République turque de Chypre-Nord jouissent de tous les droits fondamentaux.

Le représentant chypriote grec a également soulevé la fausse question des "colons venus de Turquie". Je voudrais brièvement rappeler les faits à ce sujet. Tout d'abord, l'idée que l'"afflux de colons" est une mesure prise pour modifier la structure démographique de l'île est une accusation sans fondement.

Nous avons précisé à maintes reprises que nos politiques d'immigration ainsi que les procédures d'entrée et de sortie destinées aux touristes sont des questions qui relèvent de la compétence et de la juridiction exclusives du Gouvernement de la République turque de Chypre-Nord. Il est bien naturel que, comme les autres pays, la République turque de Chypre-Nord réglemente l'entrée et la sortie de travailleurs, conformément aux besoins de son économie.

Les Chypriotes grecs devraient être les derniers à protester à l'idée de "changer la structure démographique de l'île", puisqu'ils ont eux-mêmes institué des politiques à cette fin en vue d'"helléniser l'île". Nous n'avons pas oublié

comment, lorsque les Chypriotes turcs étaient forcés de vivre dans des enclaves avant 1974, leur liberté de mouvement étant sujette à de sévères restrictions, l'Administration chypriote grecque leur donnait toutes sortes d'encouragements pour les inciter à quitter l'île. Une fois qu'ils étaient partis, il leur était impossible de revenir dans leur patrie. Ainsi, il est dit au paragraphe 108 du rapport du Secrétaire général daté du 13 juin 1967 (S/7969) : "Le Gouvernement ne fait en rien obstacle au départ des Chypriotes turcs de l'île, mais il continue à interdire le retour de Turquie des étudiants chypriotes turcs..." Dans le même paragraphe, il est dit : "Tout jeune Chypriote qui se rend en Turquie doit donc se résigner à quitter sa patrie pour une durée indéfinie". C'est par ces moyens cruels que les Chypriotes grecs ont mené à bien leur plan visant à modifier la structure démographique de l'île, sous couvert de "considérations de sécurité".

Le représentant chypriote grec a également soulevé la question des personnes disparues. Cette question, qui est exclusivement humanitaire, est maintenue en vie cyniquement par la partie chypriote grecque pour des raisons de propagande politique. Plutôt que de laisser le Comité des personnes disparues exercer ses fonctions humanitaires conformément au mandat qui a été convenu, la partie chypriote grecque préfère, même au prix des souffrances qu'elle impose ce faisant à sa propre population, exploiter cyniquement la question. Elle cherche aussi à la présenter à la communauté mondiale comme un problème purement chypriote grec, alors que les Chypriotes turcs sont tourmentés par cette question depuis les massacres que des éléments armés de la communauté chypriote grecque ont commis dans toute l'île à partir de décembre 1963.

Il est évident, dans ces conditions, que la partie chypriote grecque n'est pas en mesure de faire la leçon à qui que ce soit en matière de droits de l'homme. Hypocritement, le représentant de l'Administration chypriote grecque - tout en cherchant à faire passer son administration illégale pour la seule entité légitime capable de représenter l'ensemble de l'île - n'épargne aucun effort pour porter atteinte aux droits et libertés légitimes du peuple chypriote turc, faussant pour ce faire les réalités du passé et du présent à Chypre. Bien entendu, il ne s'avise pas de mentionner que c'est son administration qui a foulé aux pieds les droits les plus fondamentaux des Chypriotes turcs. Ce sont les Chypriotes grecs qui ont violé les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies et dans le droit international, en menant impitoyablement une guerre d'usure et de terreur contre le peuple chypriote turc.

Depuis 1974, libérés de la domination chypriote grecque, les Chypriotes turcs jouissent des droits de l'homme. Ils ont établi leur propre Etat dirigé par un gouvernement démocratiquement élu. La souveraineté et l'autorité sont tout entières exercées par le Parlement de la République turque de Chypre-Nord, représentant la libre volonté du peuple chypriote turc.

Les récentes élections en République turque de Chypre-Nord ont confirmé la volonté du peuple chypriote turc de rester libre, de défendre les principes de la démocratie, de préserver son identité nationale et de protéger la souveraineté et l'intégrité territoriale de sa patrie, la République turque de Chypre-Nord. La partie chypriote grecque doit finir par accepter cette réalité et apprendre à respecter les droits légitimes des Chypriotes turcs, conformément à la résolution 649 (1990) du Conseil de sécurité.

-----